

Gouvernement du Québec

## Décret 446-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'un prêt à remboursement conditionnel d'un montant maximal de 75 000 000 \$ à Plateforme d'innovation numérique et quantique, pour son projet d'infrastructure de calcul quantique

ATTENDU QUE Plateforme d'innovation numérique et quantique est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ayant son siège à Sherbrooke;

ATTENDU QUE Plateforme d'innovation numérique et quantique compte réaliser un projet visant le développement de l'écosystème du calcul quantique au Québec;

ATTENDU QUE ce projet présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer un prêt à remboursement conditionnel d'un montant maximal de 75 000 000 \$ à Plateforme d'innovation numérique et quantique, pour son projet d'infrastructure de calcul quantique, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer un prêt à remboursement conditionnel d'un montant maximal de 75 000 000 \$ à Plateforme d'innovation numérique et quantique, pour son projet d'infrastructure de calcul quantique, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ce type de transaction;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

76853

Gouvernement du Québec

## Décret 447-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 1 000 000 \$ au Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent, au cours des exercices financiers 2021-2022 et 2022-2023, pour la mise en œuvre de l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire du Bas-Saint-Laurent 2021-2024

ATTENDU QUE le Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent est une personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) et un organisme